

Avis au public

Projet d'aménagement général

Deuxième publication

(art. 15 de loi du 19 juillet 2004 concernant

L'aménagement communal et le développement urbain)

Il est porté à la connaissance du public que dans sa séance du 26 février 2020, le conseil communal a voté le projet d'aménagement général (PAG) de la Ville de Rumelange suite aux avis de la commission d'aménagement et du Ministère ayant l'Environnement dans ses attributions et suite aux observations et objections présentées selon l'article 14 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain.

Conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le dossier complet est déposé à l'inspection du public **pendant 15 jours, à partir du 5 mars 2020 jusqu'au 20 mars 2020 inclus** au secrétariat communal de l'Hôtel de Ville (1^{er} étage de l'administration communale de la Ville de Rumelange, 2 pl. G.-D. Charlotte) où le public peut en prendre connaissance du lundi au vendredi de 8.00 à 11.30 et de 13.30 à 16.30.

Le PAG est encore publié avec ses documents annexes sous formes électronique sur le site Internet de la Ville de Rumelange (www.rumelange.lu).

Réclamations contre la décision du conseil communal

Aux termes de l'article 16 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, les réclamations contre le vote du conseil communal introduites par les personnes ayant réclamé contre le projet d'aménagement général conformément à l'article 13 de la loi mentionnée ci-avant doivent être adressées à Madame la Ministre de l'Intérieur, 19, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, dans les quinze jours, soit avant le 21 mars 2020, suivant la notification prévue à l'article 15 de la loi mentionnée ci-avant sous peine de forclusion.

Les réclamations dirigées contre des modifications apportées au projet par le conseil communal doivent être adressées à Madame la Ministre de l'Intérieur dans les quinze jours de l'affichage, sous peine de forclusion, donc avant le 21 mars 2020.

Sont recevables les réclamations des personnes ayant introduit leurs observations et objections conformément à l'article 13 de la loi pré-mentionnée et les réclamations dirigées contre les modifications apportées au projet par le conseil communal lors du vote.

Rumelange, le 28 février 2020

Le collège des bourgmestre et échevins,

**(s) Henri HAINE, bourgmestre,
Viviane Biasini et Edmond PEIFFER, échevins**

